



CHAPITRE 112

Loi modifiant la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec

[Sanctionnée le 22 juin 1979]

Préambule. ATTENDU que la Loi de la société du parc industriel du centre du Québec prévoit que «Tout règlement et toute résolution adoptés par la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière, d'une taxe d'affaires ou de toute taxe assimilée à une taxe foncière de même que toute résolution d'une commission scolaire dont le territoire est situé en totalité ou en partie dans les limites de la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière ne peuvent entrer en vigueur et devenir exécutoires avant d'avoir été soumis à la Commission municipale du Québec et approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Sur réception d'un tel règlement ou d'une telle résolution, la Commission municipale du Québec l'examine et transmet son avis à leur sujet au ministre de l'industrie et du commerce.

L'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil peut être partielle ou restreinte.»

Que, vu le développement du parc industriel du centre du Québec, ces dispositions sont devenues une entrave à la bonne gestion des affaires de la ville de Bécancour et qu'il est dans son intérêt qu'elles soient abrogées;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1968, c. 60,
a. 25a,
remp.
Approba-
tion de
règlements
et de
résolutions
de taxes.

1. L'article 25a de la Loi de la Société du parc industriel du centre du Québec (1968, chapitre 60), édicté par l'article 4 du chapitre 63 des lois de 1971, est remplacé par le suivant:

«**25a.** Tout règlement et toute résolution adoptés par la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière,

d'une taxe d'affaires ou de toute taxe assimilée à une taxe foncière de même que toute résolution d'une commission scolaire dont le territoire est situé en totalité ou en partie dans les limites de la ville de Bécancour et décrétant l'imposition d'une taxe foncière ne peuvent entrer en vigueur et devenir exécutoires sur le territoire dont les limites sont décrites à l'annexe, avant d'avoir été approuvés par le ministre de l'industrie et du commerce et le ministre des affaires municipales.

Approba-
tions
partielles.
Entrée en
vigueur.

Ces approbations peuvent être partielles ou restreintes.»

2. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.